



OTR : Une provision préalable désormais exigée pour les formalités foncières P.4

Togo : Une avancée démocratique majeure avec les élections sénatoriales

P.2



Les élections sénatoriales du 15 février 2025 ont marqué une nouvelle étape dans le processus de consolidation

démocratique au Togo. Au-delà des résultats provisoires qui placent l'Union pour la République (UNIR) en tête avec 34 sièges sur 41, ces élections illustrent

avant tout la vitalité démocratique du pays et l'engagement des acteurs politiques à faire vivre le pluralisme institutionnel.

Mahamoud Ali Youssouf prend la tête de la Commission de l'Union africaine

P.4



Cedeao et capital humain



Des progrès notables, mais l'éducation reste un défi majeur P.3

BKG Distribution et BOA Togo

P.2



Un Financement de 5 Millions d'Euros pour Accélérer la Mécanisation Agricole

Le Togo franchit une nouvelle étape dans sa politique de modernisation agricole avec un financement structurant accordé à BKG Distribution par la Bank of Africa - Togo (BOA). Ce mercredi 12 février 2025, une première enveloppe de 5 millions d'euros a été débloquée pour l'acquisition et la distribution...

BKG Distribution et BOA Togo

Un Financement de 5 Millions d'Euros pour Accélérer la Mécanisation Agricole

Le Togo franchit une nouvelle étape dans sa politique de modernisation agricole avec un financement structurant accordé à BKG Distribution par la Bank of Africa - Togo (BOA).

agricoles modernes, en réponse aux besoins croissants des agriculteurs togolais.

Ce financement s'inscrit dans le cadre de la convention signée le 19 juin 2024 entre

facilitant ainsi leur accès aux équipements essentiels à l'optimisation des rendements agricoles.

Un Engagement Fort pour

initiatives en faveur de la mécanisation agricole, notamment à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA) et le Projet d'Appui au Mécanisme Incitatif de Financement Agricole (ProMIFA).

Avec l'appui de partenaires

une avancée concrète dans cette vision, en rendant accessibles des équipements performants aux agriculteurs, réduisant ainsi la pénibilité du travail et augmentant la productivité des exploitations.

Une Seconde Enveloppe en Préparation

BOA Togo, consciente de l'importance d'un soutien financier durable pour le secteur agricole, prévoit d'ouvrir une deuxième enveloppe de 10 millions d'euros dans les mois à venir. Cette initiative viendra renforcer davantage les capacités des producteurs agricoles et soutenir les objectifs du gouvernement togolais en matière de transformation structurelle du secteur.

Avec cet engagement financier et institutionnel croissant, le Togo affirme sa volonté de faire de l'agriculture un levier clé de son développement économique, en misant sur l'innovation et la modernisation des pratiques agricoles.

Dodji Ket



Ce mercredi 12 février 2025, une première enveloppe de 5 millions d'euros a été débloquée pour l'acquisition et la distribution d'équipements



BOA Togo, SUNU Assurance, et le Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et du Développement Rural, qui en assure la garantie. Il permettra aux agriculteurs de bénéficier de solutions de financement flexibles, sans avance de fonds et avec des taux d'intérêt compétitifs,

la Mécanisation Agricole

La modernisation du secteur agricole est une priorité stratégique pour le Togo, qui ambitionne de renforcer la productivité et d'assurer la sécurité alimentaire nationale. Dans cette dynamique, le gouvernement a lancé plusieurs

financiers et techniques, ces initiatives visent à accroître l'utilisation des équipements mécanisés, à faciliter leur acquisition par les exploitants agricoles, et à encourager la transformation des produits locaux. Le financement accordé à BKG Distribution constitue

Changement climatique

La BOAD déploie le PACAN pour renforcer la résilience des États

La Banque ouest-africaine de développement (BOAD) a organisé, le mardi 11 février à Lomé, un roadshow marquant le lancement du produit Prêts adaptés aux catastrophes naturelles (PACAN), un mécanisme financier innovant visant à renforcer la résilience des États face aux risques climatiques.

Un instrument financier au service de la résilience climatique

Le PACAN est le fruit d'un partenariat entre la BOAD et plusieurs institutions, dont KfW, Frankfurt School of Finance and Management, Munich Re et African Risk Capacity Limited (ARC Ltd). Cet outil financier vise à soulager les États confrontés aux catastrophes naturelles en leur offrant des prêts à des conditions avantageuses, combinés à une assurance paramétrique qui s'active automatiquement en

cas de sinistre.

Lors de la cérémonie, Moustapha Ben-Barka, vice-président de la BOAD chargé des financements et investissements, a expliqué que cette approche permet aux pays bénéficiaires de mobiliser rapidement des ressources sans puiser dans leurs fonds propres, afin de financer l'aide d'urgence et les efforts de reconstruction.

Le PACAN est actuellement en phase pilote dans quatre pays : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le Togo, avec un portefeuille total dépassant 350 millions de dollars (environ 314 millions d'euros et 206 milliards FCFA).

Le Togo, premier bénéficiaire du PACAN

Le Togo a été le premier pays à bénéficier du déclenchement de ce mécanisme en novembre 2024,

après les inondations qui ont frappé plusieurs régions en octobre. À cette occasion, un chèque de 6,6 millions d'euros a été remis aux autorités togolaises pour financer l'aide d'urgence, les opérations de secours et la reconstruction des infrastructures endommagées.

Col Baka Yoma, directeur de l'Agence nationale de protection civile (ANPC) et représentant du ministre de la Sécurité et de la Protection civile, a souligné que ce mécanisme constitue une avancée majeure dans la gestion des risques climatiques. Il a insisté sur la nécessité d'adopter des stratégies innovantes pour renforcer la résilience des communautés et des entreprises face aux chocs climatiques.

Selon Moubarak Moukaila, directeur du département du financement durable à la BOAD, le PACAN vise à accroître la liquidité des États en période de crise, réduisant ainsi leur



dépendance aux aides tardives souvent insuffisantes. Il a précisé que cette approche permet d'orienter les ressources vers des projets de protection et d'adaptation au climat, garantissant ainsi une réponse plus efficace et durable aux catastrophes.

Un déploiement progressif dans l'espace UEMOA

Après cette première phase au Togo, le roadshow de lancement du PACAN se poursuivra dans les trois autres pays pilotes ainsi que dans l'ensemble des pays membres de l'UEMOA. À terme, cet outil pourrait devenir un levier essentiel pour le financement de la résilience climatique en Afrique de l'Ouest.

ING OURO-LOWAN Ilyame

Angela Aquereburu à la tête de la SRTB

Une Togolaise aux commandes de l'audiovisuel béninois

La Togolaise Angela Aquereburu Rabatel a été nommée à la tête de la Société de Radio et de Télévision du Bénin (SRTB). L'annonce a été faite ce mercredi 12 février 2025, à l'issue du Conseil des

ministres du Bénin, marquant ainsi une étape significative dans la gouvernance de l'audiovisuel public du pays voisin.

Forte d'une solide expertise dans la production télévisuelle et d'un

engagement constant pour la valorisation des contenus audiovisuels africains, Angela Aquereburu cumule désormais cette responsabilité avec la direction de Bénin TV, la chaîne nationale. Elle succède à Freddy Koudahoua et devra relever plusieurs défis stratégiques : modernisation des infrastructures, élargissement

de l'audience et diversification des programmes afin de répondre aux nouvelles attentes des téléspectateurs.

Au Togo, Angela Aquereburu est une figure incontournable du paysage audiovisuel, connue notamment pour ses productions à succès, parmi lesquelles la web-série Ahoé. Réalisatrice, productrice et showrunner, elle a également

marqué le public avec des œuvres comme Les Maternelles d'Afrique, le court-métrage

L'Interrogatoire, ainsi que les séries Hospital IT et Oasis. Son parcours, jalonné d'innovations et de créations remarquées, augure d'une nouvelle dynamique pour le paysage audiovisuel béninois.

AA

Mahamoud Ali Youssouf prend la tête de la Commission de l'Union africaine

Après un scrutin marqué par une compétition serrée, le diplomate djiboutien Mahamoud Ali Youssouf a été élu, le 15 février, président de la Commission de l'Union africaine (UA). Avec 33 voix sur 49 pays votants, il succède au Tchadien Moussa Faki et dirigera l'institution panafricaine pour les quatre prochaines années.

Ministre des Affaires étrangères de Djibouti depuis deux décennies, Mahamoud Ali Youssouf s'est imposé après sept tours de vote face à Raila Odinga, ancien Premier ministre kényan, et Richard James Randriamandrato, ancien chef de la diplomatie malgache. L'élection s'est déroulée dans l'hémicycle de l'UA à Addis-Abeba, en l'absence des représentants des États sous régime militaire, tels que le Mali, le Niger, le Burkina Faso et le Gabon.

Un fin connaisseur de l'Union africaine

Francophone, anglophone et arabophone, Mahamoud Ali Youssouf dispose d'une

« Il connaît l'institution par cœur », souligne Liesl Louw-Vaudran, spécialiste de l'UA au sein de l'International Crisis Group (ICG). Ce profil



expérience diplomatique solide et d'une parfaite maîtrise des rouages de l'UA. Son aptitude à s'exprimer aisément dans les trois principales langues de l'organisation a été remarquée lors de la présentation des candidats en décembre 2024.

technocratique, partagé par plusieurs de ses prédécesseurs, rassure les chefs d'État qui préfèrent éviter des personnalités trop indépendantes à la tête de la Commission. Selon Paul-Simon Handy, chercheur à l'Institut d'études de sécurité

(ISS), « il était perçu comme le candidat le plus compétent, mais la question reste de savoir s'il saura imposer sa vision politique ».

Une élection sous haute tension

La bataille pour la présidence de la Commission de l'UA a mis en lumière les dynamiques géopolitiques du continent. Si Raila Odinga bénéficiait d'un large réseau et de soutiens prestigieux comme Graça Machel et Olusegun Obasanjo, sa candidature a suscité des interrogations, notamment en raison de son âge avancé et de son parcours politique clivant. En revanche, Mahamoud Ali Youssouf a misé sur la discrétion, se contentant de citer sa mère et son épouse comme références.

Le mode de scrutin, basé sur une rotation régionale, a également complexifié les prédictions. L'Afrique australe

s'est unie derrière le candidat malgache, tandis que les votes des autres régions se sont redistribués au fil des tours. Finalement, le candidat djiboutien a su tirer son épingle du jeu pour décrocher la présidence de la Commission.

Une vice-présidence algérienne

Dans ce jeu d'influence, l'élection à la vice-présidence de l'UA a aussi été scrutée de près. L'Algérienne Selma Malika Haddadi a pris le dessus sur la Marocaine Latifa Akharbach, marquant ainsi un succès diplomatique pour Alger.

Avec cette nouvelle direction, l'Union africaine amorce un cycle crucial pour son influence et son unité. Reste à savoir si Mahamoud Ali Youssouf saura affirmer son leadership au sein de l'institution panafricaine.

Adam A.

Cedeao et capital humain

Des progrès notables, mais l'éducation reste un défi majeur

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) a dévoilé son rapport 2024 sur le développement du capital humain (DCH), dressant un bilan des avancées et des obstacles rencontrés entre 2020 et 2022. Si des améliorations significatives sont enregistrées dans plusieurs domaines, l'éducation demeure un point de faiblesse préoccupant.

Une progression globale du capital humain

Selon le rapport, l'indice DCH de la Cedeao a progressé

de 0,24 à 0,27 entre 2020 et 2022, traduisant une hausse de 12 %. Cette évolution positive reflète une amélioration globale des indicateurs liés à la santé, à

Le document évalue le développement humain à travers trois grandes dimensions :

- Santé et nutrition
- Éducation et compétences
- Entrepreneuriat et inclusion financière

Les progrès les plus marquants concernent le domaine de la santé, avec une réduction du taux de mortalité maternelle (passant de 0,53 à 0,595, soit une hausse de 12,35 %) et infantile (de 0,4 à 0,411,

et l'inclusion financière ont connu une croissance de 50 %, stimulée par le développement des infrastructures numériques et une meilleure connectivité.

Des performances inégales entre les pays

Certains pays se distinguent par des avancées notables. Le Cap-Vert, le Ghana et le Sénégal occupent les premières places du classement régional.

Le Cap-Vert maintient son leadership avec un indice en hausse de 0,46 à 0,48, grâce à une solide base en matière de santé et de nutrition.

Le Sénégal, avec une augmentation de 0,30 à 0,33, bénéficie de progrès dans la santé, l'entrepreneuriat et l'inclusion financière.

Toutefois, ces résultats restent modestes à l'échelle mondiale. D'après l'Indice de développement humain 2023-2024 du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Cap-Vert et le Ghana sont classés dans la catégorie du « développement humain moyen » avec des scores de 0,661 et 0,602 respectivement, tandis que le Sénégal, avec 0,517, demeure dans la catégorie « développement humain faible ».

Un secteur éducatif en recul

Malgré ces avancées, l'éducation constitue un point de faiblesse majeur. Le rapport souligne une baisse de 7 % de la participation au marché du travail, attribuée à la diminution des dépenses publiques dans le secteur éducatif, à l'augmentation du nombre d'enfants non scolarisés et à la réduction de la durée moyenne de scolarisation.

Le président de la Commission de la Cedeao, Dr. Oumar Alieu Touray, a exprimé sa satisfaction quant aux progrès réalisés, tout en insistant sur la nécessité d'intensifier les efforts. « La Cedeao continue d'enregistrer des avancées notables, mais nous devons redoubler d'efforts pour atteindre les objectifs ambitieux fixés pour 2030 », a-t-il déclaré.

L'organisation ouest-africaine ambitionne d'atteindre un indice DCH de 0,45 d'ici 2030, ce qui nécessitera une progression annuelle de 5 % sur l'ensemble des indicateurs. Pour y parvenir, la coopération régionale et les investissements dans des infrastructures modernes seront déterminants.

Recommandations et perspectives

Le rapport préconise plusieurs mesures pour renforcer le développement du capital humain en Afrique de l'Ouest :

- Accroître les investissements dans l'éducation afin d'améliorer l'accès et la qualité de l'enseignement.

- Développer les infrastructures numériques pour favoriser l'inclusion économique et financière.

- Promouvoir la parité hommes-femmes, levier essentiel pour exploiter pleinement le potentiel de la main-d'œuvre régionale.

- Améliorer la coordination des politiques publiques pour renforcer la résilience face aux crises économiques et sanitaires.

La Cedeao, désormais composée de 12 États depuis le retrait du Mali, du Burkina Faso et du Niger en janvier 2025, s'engage à publier un rapport biennal sur l'évolution du capital humain dans la région. L'objectif affiché est de faire de la Cedeao la communauté économique régionale la plus performante du continent en matière de développement du capital humain, conformément à sa Stratégie intégrée de développement du capital humain 2030.

Malgré des avancées encourageantes, la route demeure semée d'embûches. L'instabilité politique, les crises climatiques et la fuite des cerveaux restent des défis majeurs à surmonter. Toutefois, avec un engagement accru des États membres et des investissements ciblés, la Cedeao pourrait renforcer sa dynamique et bâtir une région plus prospère et inclusive.

Cécile DOLEME



de 0,24 à 0,27 entre 2020 et 2022, traduisant une hausse de 12 %. Cette évolution positive reflète une amélioration globale des indicateurs liés à la santé, à

soit une progression de 2,79 %. Cette amélioration résulte d'une augmentation des dépenses publiques dans ce secteur.

Par ailleurs, l'entrepreneuriat

- Le Ghana enregistre une progression de 0,34 à 0,36, portée par des initiatives en planification familiale et inclusion numérique.

Togo : Une avancée démocratique majeure avec les élections sénatoriales

Les élections sénatoriales du 15 février 2025 ont marqué une nouvelle étape dans le processus de consolidation démocratique au Togo. Au-delà des résultats provisoires qui placent l'Union pour la République (UNIR) en tête

pluralisme institutionnel.

Une victoire pour la démocratie togolaise

Loin de toute logique de triomphalisme, ces élections doivent être saluées comme une victoire du peuple togolais



avec 34 sièges sur 41, ces élections illustrent avant tout la vitalité démocratique du pays et l'engagement des acteurs politiques à faire vivre le

et de la démocratie. Elles démontrent que l'édification des institutions repose sur la participation et la confiance des grands électeurs,

garantissant ainsi un processus électoral crédible et transparent.

Le pluralisme s'est également illustré à travers la diversité des formations politiques représentées. Outre UNIR, qui a su convaincre par une campagne sérieuse et respectueuse des principes démocratiques, d'autres partis ont pu obtenir des sièges au Sénat. Le parti BATIR a ainsi remporté deux sièges, tandis que l'UFC, Togo Autrement, l'ADDI, CLE et les 2 Bisons ont chacun obtenu un représentant. Cette diversité est un atout majeur, car elle reflète la pluralité des sensibilités politiques et assure une représentation équilibrée au sein de la future chambre haute.

Une élection ouverte et disputée

Ces résultats prouvent qu'aucune élection n'est écrite à l'avance et que le verdict des urnes reste le fruit d'un engagement de terrain. Chaque formation politique a eu l'opportunité de défendre son programme auprès des grands électeurs, et UNIR, en

particulier, a mené une campagne sérieuse et engagée, dans le respect des règles du jeu démocratique. Cet état d'esprit contribue à renforcer la confiance des citoyens dans les processus électoraux et démontre que la compétition politique repose sur des bases solides.

Une étape décisive vers l'installation des institutions de la Ve République

Si cette phase électorale est une avancée majeure, elle n'est qu'une étape dans la mise en place effective des nouvelles institutions. Plusieurs jalons restent à franchir, notamment la proclamation des résultats définitifs par la Cour constitutionnelle, la nomination des 20 sénateurs restants par le Président de la République, ainsi que la tenue de la session inaugurale du Sénat. Toutes ces étapes permettront d'asseoir définitivement la nouvelle architecture institutionnelle, en conformité avec la dynamique engagée vers la Ve République.

Une organisation électorale de plus en plus professionnelle

Enfin, il convient de saluer le rôle déterminant joué par la Commission Électorale

Nationale Indépendante (CENI). Par son professionnalisme et sa rigueur, elle a su organiser un scrutin dans des conditions optimales, renforçant ainsi la crédibilité du processus électoral. À travers son travail minutieux, la CENI confirme son rôle central dans la consolidation démocratique et démontre que les institutions chargées d'organiser les élections évoluent vers une maturité exemplaire.

Une marche inexorable vers la consolidation démocratique

Avec ces élections sénatoriales, le Togo franchit une étape décisive dans la mise en place des nouvelles institutions prévues par la réforme constitutionnelle. La dynamique enclenchée est irréversible et marque la volonté des autorités et du peuple togolais de bâtir un État où la démocratie et la représentativité demeurent les piliers fondamentaux.

L'attention se porte désormais sur les prochaines étapes, mais une chose est certaine : le Togo avance, avec détermination, vers l'ancrage de la Ve République et la consolidation de son système institutionnel.

AA

OTR : Une provision préalable désormais exigée pour les formalités foncières

À partir du 1er mars 2025, toute demande de formalités foncières au Togo devra obligatoirement être assortie d'une provision couvrant les frais de procédure. L'Office Togolais des Recettes (OTR) a officialisé cette nouvelle exigence dans un communiqué publié mercredi dernier, précisant que cette mesure vise à améliorer la gestion des opérations foncières et à prévenir les retards liés aux paiements différés.

« Le Commissaire Général de l'Office Togolais des

Recettes (OTR) rappelle à l'attention du public et des usagers de la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF) que, conformément aux articles 223 et 290 du Code Foncier et Domaniale, le dépôt des réquisitions aux formalités foncières doit être accompagné d'une provision égale au montant présumé des frais de procédure, arbitrée par le conservateur », précise le communiqué.

Cette disposition impacte directement les demandes

d'inscription au livre foncier, notamment les hypothèques, les baux, les réévaluations et les mutations totales. Désormais, toute demande incomplète ou non accompagnée de la provision requise ne sera pas traitée par la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF).

L'OTR insiste sur la nécessité de cette réforme pour garantir une plus grande rapidité et efficacité dans le traitement des dossiers fonciers. Le paiement anticipé des frais permettra d'éviter les



interruptions causées par des impayés et de renforcer la transparence dans la gestion des transactions foncières.

Le Commissaire Général de l'OTR, Philippe Kokou

TCHODIE, invite les usagers à se conformer à cette nouvelle règle et les remercie pour leur compréhension et leur coopération dans la mise en œuvre de cette réforme.

Togo : Vers une réforme de l'OTR pour une gestion plus efficiente des recettes publiques

Le gouvernement togolais s'apprête à moderniser l'Office Togolais des Recettes (OTR) afin d'accroître son efficacité et d'optimiser la collecte des ressources publiques. Réuni en Conseil des ministres le jeudi 13 février 2025, l'exécutif a adopté un projet de loi visant à renforcer la gouvernance de cette institution clé, en l'alignant sur les standards

internationaux.

Cette réforme prévoit notamment une amélioration du cadre de gouvernance, une optimisation du fonctionnement du conseil d'administration et une accélération des procédures administratives. Elle s'inscrit dans la dynamique des réformes engagées pour moderniser l'administration

publique et garantir davantage de transparence dans la mobilisation des ressources fiscales et douanières.

L'actualisation du cadre institutionnel de l'OTR s'appuie sur les recommandations issues de l'audit de performance mené sur la période 2014-2018. Celui-ci préconise l'intégration

des meilleures pratiques internationales afin d'améliorer l'efficacité du fisc togolais. L'objectif affiché est de renforcer la performance de l'Office, d'optimiser la gestion des recettes publiques et de simplifier les interactions avec les contribuables. « Cette initiative contribuera à renforcer l'attractivité du pays et à consolider sa politique de mobilisation des ressources domestiques », indique le gouvernement.

Depuis son opérationnalisation en 2014,

l'OTR joue un rôle central dans le financement du budget de l'État. Entre 2014 et 2023, les recettes fiscales collectées ont enregistré une hausse remarquable de 116 %, atteignant 991 milliards FCFA en 2023 contre 458,2 milliards FCFA lors de sa première année d'activité, selon les chiffres officiels. Cette réforme vise ainsi à maintenir cette dynamique ascendante et à faire de l'OTR un levier essentiel du développement économique du Togo.

AA

Faure Gnassingbé, acteur clé de la mise en œuvre de la Vision 2030 de l'UEMOA

La situation actuelle et les perspectives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont fait l'objet d'un entretien de

un état des lieux de l'Union, soulignant son dynamisme économique malgré un contexte mondial incertain. Il a salué l'engagement du chef de

au Président de la République un point détaillé sur l'évolution de notre Union. Nous avons également partagé avec lui deux documents majeurs que



haut niveau, ce 11 février 2025, entre le président de la République togolaise, Faure Essozimna Gnassingbé, et le président de la Commission de l'organisation, Abdoulaye Diop.

Au cours de cette audience, M. Diop a présenté

l'État togolais, dont les orientations stratégiques contribuent significativement à la mise en œuvre efficace de la Vision 2030 de l'UEMOA.

Un cadre stratégique pour transformer l'UEMOA
« J'ai eu l'honneur de faire

nous avons finalisés : la Vision cadre et le Plan stratégique Impact 2030. Ces instruments sont appelés à transformer durablement l'UEMOA. Les orientations reçues du chef de l'État nous seront précieuses pour garantir leur mise en œuvre efficace », a déclaré M.

Diop.

Il a par ailleurs salué la performance économique du Togo, qui affiche un taux de croissance supérieur à 6 %, renforçant ainsi la stabilité globale de l'Union. Cette résilience économique, portée par des réformes structurelles et un climat des affaires attractif, illustre l'impact des politiques mises en place sous l'impulsion du président Gnassingbé.

Le Togo, un acteur central pour la paix et l'intégration sous-régionale

Outre les aspects économiques, les échanges ont porté sur la situation géopolitique sous-régionale et les efforts constants du Togo en matière de paix, de sécurité et d'intégration. Le rôle diplomatique du pays dans la consolidation de la stabilité régionale a été particulièrement mis en avant.

Profitant de cette rencontre, Abdoulaye Diop a tenu à rendre hommage au père de la nation togolaise, feu président Gnassingbé Eyadéma, l'un des fondateurs

de l'UEMOA.

« Nous venons de commémorer le 20^e anniversaire de la disparition du Président Eyadéma. C'était l'occasion de saluer sa vision et son engagement en faveur de l'intégration régionale. Il fut l'un des artisans majeurs du développement économique de notre Union depuis sa création en 1994 », a-t-il souligné.

Une Union tournée vers l'avenir

Créée le 10 janvier 1994, l'UEMOA regroupe huit États membres : le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo. Elle poursuit l'objectif d'édifier un espace économique harmonisé et intégré en Afrique de l'Ouest.

Grâce à un leadership fort et des stratégies ambitieuses, l'Union entend relever les défis de développement à l'horizon 2030, avec l'appui décisif d'acteurs engagés comme le président Faure Gnassingbé.

Cécile DOLEME

Élections sénatoriales 2025

UNIR domine largement avec 34 sièges sur 41

Le Parti Union pour la République (UNIR) s'impose largement aux élections sénatoriales du 15 février 2025, remportant 34 des 41 sièges en jeu. L'annonce des résultats provisoires a été faite le dimanche 16 février à Lomé par le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Dago Yabré.

Derrière UNIR, le parti BATIR obtient 2 sièges. Les formations politiques UFC,

Togo Autrement, ADDI, CLE et les 2 Bisons décrochent chacune un siège.

Le scrutin a mobilisé 1 949 grands électeurs inscrits. Parmi eux, 1 756 ont voté sur la liste d'émargement et 34 sur celle des omis, portant le total des bulletins à 1 758, dont 35 nuls. Le suffrage exprimé s'élève ainsi à 1 723 voix.

Conformément aux dispositions légales, le chef de l'État devra, après la



confirmation des résultats provisoires, nommer les 20 sénateurs restants pour compléter l'effectif des 61 membres du Sénat. Ce

dernier, en congrès avec l'Assemblée nationale, devra procéder à l'élection du futur Président de la République et désigner le Président du

Conseil avant la mi-mai, échéance fixée pour la fin de la transition en cours au Togo.

Cécile DOLEME

Enseignement supérieur

Lomé et Kindia scellent un partenariat académique

Lomé, février 2025 – L'Université de Lomé (UL) et l'Université de Kindia en Guinée Conakry renforcent leurs liens à travers un accord de partenariat signé en fin de semaine dernière dans la capitale togolaise. Cette convention a été paraphée par le professeur Adama Mawulé Kpodar, président de l'Université de Lomé, et son homologue guinéen, le professeur Akoye Massa Zoumanigui, recteur de l'Université de Kindia.

Un cadre de coopération dynamique

Cet accord vise à promouvoir une collaboration

étroite entre les deux institutions en matière d'enseignement et de recherche. Il prévoit notamment la mobilité des enseignants, chercheurs et étudiants, ainsi que le développement de projets scientifiques conjoints. Les deux universités s'engagent également à échanger des informations et publications académiques et à organiser des colloques et rencontres scientifiques.

Dans cette perspective, des programmes spécifiques seront élaborés et mis en œuvre par les équipes en charge du suivi du partenariat. Chaque institution facilitera les



démarches administratives et partagera son expertise afin de garantir un cadre propice à la coopération.

Un suivi rigoureux pour une mise en œuvre efficace

Pour assurer l'application effective des engagements pris, un comité de suivi a été institué. Composé notamment des directeurs de la Coopération des deux établissements, il aura pour

mission de veiller à la bonne exécution des actions prévues dans le cadre de cette convention, dont la durée est fixée à cinq ans.

L'Université de Lomé, un acteur clé du rayonnement académique africain

Ce partenariat s'inscrit dans la dynamique d'ouverture internationale de l'Université de Lomé, qui multiplie les collaborations stratégiques avec des institutions académiques en Afrique et au-delà. Il témoigne de la volonté des deux universités de renforcer leurs capacités respectives, tout en contribuant au développement de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le continent.

T. Adjovi

Le Togo et la Côte d'Ivoire renforcent leur coopération diplomatique

Lomé et Abidjan réaffirment leur engagement à approfondir leurs relations diplomatiques et à œuvrer pour une intégration sous-régionale renforcée. Son Excellence Félix Assiélou TANON, nouvel ambassadeur désigné de la République sœur de Côte d'Ivoire au Togo, a remis les copies figurées de ses lettres de créance le 07 février 2025 dernier.

Cette cérémonie solennelle marque une étape importante dans le raffermissement des

liens entre les deux nations. À cette occasion, il a été réitéré la volonté du Président de la République, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, de collaborer étroitement avec son homologue ivoirien, Son Excellence Alassane Ouattara, afin de renforcer l'axe stratégique entre Lomé et Abidjan.

L'objectif demeure la consolidation des relations d'amitié et de coopération, un pilier fondamental pour favoriser la stabilité et le

développement harmonieux de la sous-région. Dans cette perspective, les deux pays entendent œuvrer ensemble pour relever les défis communs et promouvoir une croissance inclusive au service de leurs peuples.

Le renforcement des relations entre le Togo et la Côte d'Ivoire illustre une ambition partagée d'intégration économique et diplomatique, contribuant ainsi à l'essor de l'espace communautaire ouest-africain. Ce partenariat stratégique,



fondé sur la confiance mutuelle et des valeurs communes, ouvre de nouvelles perspectives pour un avenir prospère et solidaire. **AA**

Renforcement de l'enseignement technique

Le ministre Tchiakpé en mission de supervision au CTFP de Borgou

Dans le cadre d'une tournée de supervision des établissements techniques de la région des Savanes, le ministre de l'Enseignement technique, de la Formation professionnelle et de l'Apprentissage, Isaac Tchiakpé, a effectué, le vendredi 7 février, une visite au Centre technique et de la formation professionnelle (CTFP) de Borgou, dans la commune de Kpendjal 2.

Cette descente sur le terrain a permis au ministre d'échanger avec les enseignants et les élèves afin de cerner les défis auxquels l'établissement est confronté et d'identifier des solutions concrètes pour améliorer la qualité de l'apprentissage et les résultats en fin d'année.

Parmi les doléances exprimées figurent la sécurisation du centre par une clôture, la création d'une cantine scolaire, l'installation d'un transformateur électrique pour assurer un approvisionnement stable, le suivi des dossiers administratifs des enseignants et la construction d'un bloc administratif.

Face à ces préoccupations, le ministre Tchiakpé a salué le dévouement du personnel éducatif, qui continue de garantir un enseignement de qualité malgré les défis sécuritaires dans le Grand Kpendjal. Il a exhorté les enseignants à maintenir le cap et à appliquer les orientations gouvernementales en matière



de formation professionnelle, d'ateliers et de stages, afin d'offrir aux élèves des compétences adaptées aux besoins du marché.

Sensible aux requêtes formulées, il a assuré que des mesures prioritaires seraient rapidement prises pour garantir le bon fonctionnement du centre.

Le directeur du CTFP de Borgou, Ouro Bagna, a réitéré l'engagement de son équipe à assurer une formation de qualité aux 40 élèves inscrits dans les filières électricité d'équipement et maçonnerie, avec l'appui de 18 enseignants et de deux membres du personnel administratif.

Cette visite, qui s'est

déroulée en présence des autorités communales et préfectorales, témoigne de la volonté du gouvernement de renforcer l'enseignement technique et de professionnaliser davantage les filières de formation pour une insertion réussie des jeunes sur le marché du travail.

AA

Togo-Nigeria : Un partenariat renforcé pour la stabilité de l'approvisionnement en gaz

Dans l'optique d'assurer une fourniture plus stable en gaz pour alimenter ses centrales thermiques, le Togo a relancé les discussions avec le Nigeria,

une rencontre stratégique afin de renforcer la coopération énergétique entre leurs deux nations.

homologue togolais, Robert Koffi Messan Eklo, accompagnés de leurs délégations respectives, a permis d'aborder plusieurs

(WAPCo), la mise en place du Gazoduc Atlantique Africain (AAGP), les conditions d'approvisionnement en gaz, la gouvernance régionale ainsi que le développement du gaz naturel liquéfié (GNL). L'optimisation des coûts de transport du gaz figurait également parmi les sujets abordés.

Cette concertation intervient alors que le Togo fait face à des difficultés récurrentes d'approvisionnement en gaz, impactant directement la production électrique nationale. Dépendantes en grande partie du gaz nigérian, les centrales thermiques togolaises subissent les fluctuations de livraison de cette ressource essentielle, entraînant des perturbations dans la fourniture d'électricité pour les entreprises et les ménages. Cette situation souligne l'urgence de consolider un cadre de coopération plus structuré avec Abuja afin de garantir une alimentation énergétique plus fiable et pérenne.

À l'issue des échanges, le ministre nigérian Ekperikpe Ekpo a, au nom du Président de la République Fédérale du Nigeria, exprimé ses sincères remerciements aux autorités togolaises et en particulier à Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République togolaise, pour son engagement constant en faveur du partenariat énergétique bilatéral. Son homologue togolais, Robert Koffi Messan Eklo, a également adressé, au nom du Président de la République Togolaise, sa profonde gratitude à la délégation nigériane ainsi qu'à Son Excellence Bola Ahmed Tinubu, Président de la République Fédérale du Nigeria, pour son appui précieux et sa volonté affirmée de renforcer la coopération entre les deux pays. Cette rencontre pourrait ainsi marquer une étape décisive dans l'approfondissement des relations énergétiques entre Lomé et Abuja.



son principal fournisseur. En fin de semaine dernière à Lomé, les ministres togolais et nigérian en charge de l'énergie ont tenu

Cette réunion, à laquelle ont participé le ministre nigérian des Ressources pétrolières, Ekperikpe Ekpo, et son

points clés. Les échanges ont porté notamment sur la réglementation du West African Gas Pipeline Company

Le Togo à Paris pour promouvoir l'intelligence artificielle au service du développement

Le Togo prend part au sommet international sur l'intelligence artificielle (IA) qui se tient à Paris depuis le 10 février 2025, réunissant chefs d'État, chercheurs, entreprises et représentants de la société civile. Le pays est représenté par la ministre de la Transformation digitale, Cina Lawson, qui interviendra lors d'une conférence prévue le 11 février 2025 sur le thème : « L'IA au service du développement : solutions pour un avenir durable et inclusif ».

Organisée en partenariat avec la France, par l'intermédiaire de l'Agence

française de développement (AFD), cette conférence vise à explorer les applications concrètes de l'intelligence artificielle dans les pays en développement. Elle mettra en lumière les solutions adaptées aux défis sociaux, économiques et environnementaux auxquels ces nations sont confrontées. L'intervention de Cina Lawson constituera une occasion privilégiée pour exposer la vision du Togo en matière d'intégration de l'intelligence artificielle dans des secteurs clés afin d'accélérer son développement.

Cette participation s'inscrit dans une dynamique

amorcée en novembre 2024, lorsque la ministre togolaise avait initié une série de discussions baptisées « Autour de l'IA », réunissant experts et entrepreneurs afin de structurer une stratégie nationale en la matière. Cette initiative a été saluée par l'Ambassade de France au Togo, qui y voit une illustration des ambitions du pays en matière d'innovation technologique sur le continent africain.

Alors que le sommet de Paris se tient dans un contexte marqué par une accélération des progrès en intelligence artificielle, les échanges porteront sur la



nécessité de concilier innovation et régulation. Les discussions s'articuleront autour de trois enjeux majeurs : garantir un accès équitable aux technologies, mesurer l'impact environnemental des avancées en IA et établir une gouvernance mondiale

adaptée aux défis émergents. À travers cette participation, le Togo affirme sa volonté de s'inscrire pleinement dans la réflexion internationale sur l'avenir de l'intelligence artificielle et son rôle dans la transformation des sociétés.

Cécile DOLEME

 ENSEMBLE, CONSTRUISONS NOS ROUTES 		
TARIFS DE PEAGE		
VEHICULES	CATÉGORIES	TARIFS
	2 roues	50F
	Tricycle	100F
	Vehicule léger	500F
	Minibus de 9 à 15 places	500F
	Autocar / Bus	1500F
	Poids lourd à 2 essieux	2500F
	Poids lourd à 3 essieux	3000F
	Poids lourd à 4 et 5 essieux	3000F
	Poids lourd à 6 et 7 essieux	3500F
	Poids lourd à 8 et plus	5000F

TMoney
devient
mixx
By yas

www.yas.tg @ in f Service client : 888

**NOUVEAU
50CL**

**MÊME
SAVEUR**

**650*
FCFA**

LA BOUTEILLE

50cl

**EKU
BAVARIA**

BB

[WWW.BBHOME.COM](http://www.bbhome.com) *PRIX CONSEILLÉ À LA BOUTEILLE DE 50CL

f @ in x